Tenrox®

Logiciel intégré de contrôle opérationnel et de conformité

Loi Sarbanes-Oxley, mode d'emploi

Août 2003

COLLECTION GUIDES DE GESTION

La fraude et les abus en milieu professionnel délesteront les entreprises en 2002 de 6% de revenus (soit 600 milliards de dollars). – *D'après une étude de l'Association of Certified Fraud Examiners (CFE)*

Plus de 80% des pratiques frauduleuses portent sur les détournements de fonds – en espèces ou équivalents – qui sont, dans 90% des cas, intentionnels. La fraude est étouffée en moyenne pendant 18 mois avant d'éclater au grand jour. Plus de la moitié des entreprises victimes de ces fraudes perdent au moins 100 000 $. Ces fraudes donnent lieu, dans un cas sur six, à des pertes évaluées à un million de dollars ou plus. Les plus grosses pertes sont occasionnées par des cadres supérieurs ou intermédiaires*. – CFE*

Loi Sarbanes-Oxley, mode d'emploi

La loi Sarbanes-Oxley a fait de la gouvernance des entreprises un élément fondamental en matière d'élaboration des états financiers, de contrôle opérationnel et de gestion quotidienne des sociétés cotées en bourse. En outre, les investisseurs institutionnels font de plus en plus pression sur les sociétés cotées afin qu'elles se conforment, elles aussi, à la loi Sarbanes-Oxley.

Avec les fraudes et les scandales financiers qui ont émaillé les dernières années, les actionnaires, tout autant que le gouvernement, demandent des comptes aux entreprises et organisations. La loi Sarbanes-Oxley exige des dirigeants de certifier les rapports financiers des organisations dont ils ont la direction. Les organismes publics qui ne se conforment pas aux dispositions de cette loi pourront s'exposer à la colère de leurs actionnaires et créanciers nonobstant les enquêtes et les lourdes pénalités de la SEC (commission de contrôle des opérations de bourse).

Ce livre blanc se doit d'être une lecture indispensable pour toute organisation appelée à se conformer à cette loi :

Section 302 – Déclaration étendue des cadres certificateurs

Aux termes de la Section 302, les cadres dirigeants que sont le CEO (directeur général) et le CFO (directeur financier) sont chacun tenus de certifier, eu égard aux informations contenues dans chacun des rapports annuels et trimestriels de la société, qu'ils ont revu le rapport, que ce rapport ne contient, à leur connaissance, aucune

Tous droits réservés. Aucune partie de ces documents (incluant sans exclure, les titres, phrases, concepts, codes, méthodologies et/ou processus) ne peut être reproduite, redistribuée, présentée, enregistrée dans un système de récupération, ou transmise, sous toute forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement, en personne, ou autrement, sans la permission préalable écrite de Tenrox. Toute violation de ces droits tant domestiquement qu'internationalement sera traduite en justice et entraînera les poursuites légales appropriées.

erreur ou omission substantielle et que la société dispose des mécanismes internes de contrôle pour se protéger contre toutes tentatives frauduleuses ou imprécisions dans les états financiers

Section 404 – Efficacité des contrôles internes

La section 404 traite de l'efficacité des contrôles internes qui permettent d'intercepter et de détecter toute activité irrégulière, frauduleuse, douteuse ou interdite au sein de la société. Cette section impose à la compagnie d'élaborer un rapport annuel de contrôle interne (ICR) en plus de rapports trimestriels sur les changements significatifs aux contrôles internes.

Le rapport annuel de contrôle interne (ICR) doit faire apparaître:

- La responsabilité de la direction quant à l'établissement et au maintien d'une structure de contrôle interne et de procédés d'information financière appropriés
- Les critères ayant permis d'évaluer l'efficacité des contrôles internes
- Les conclusions de la direction quant à l'efficacité des contrôles internes
- Un vérificateur (un comptable agréé) doit certifier et dresser un rapport sur l'évaluation de la direction

Selon les règles de contrôle interne de la SEC, la direction de l'entreprise ne doit nullement conclure à l'efficacité de ses contrôles internes s'il y subsiste une ou plusieurs faiblesses matérielles. Si la direction de la société certifie que ses contrôles internes sont efficaces, cela équivaut à attester que ces contrôles matériels ne souffrent aucune faiblesse matérielle.

La responsabilité ultime en matière de rapports financiers est dévolue d'après la SEC aux cadres certificateurs. Conformément aux dispositions réglementaires en matière de contrôle comptable, ces cadres certificateurs doivent veiller à ce que toutes les transactions de la société soient autorisées et enregistrées. De surcroît, ils ont la responsabilité de préserver les actifs de l'entreprise contre tout usage abusif ou non autorisé. L'entreprise doit par ailleurs, se conformer aux règles et dispositions régissant l'élaboration des rapports financiers. Cependant, la loi Sarbanes-Oxley ne traite pas de l'efficacité des opérations de l'entreprise ni de sa conformité avec les autres textes réglementaires.

Relation entre les procédures et règles de contrôles internes et les règles de communication de l'information : les procédures en matière de contrôle de l'information sont détaillées dans la section 302. Les contrôles internes en ce qui concerne l'élaboration des rapports financiers sont, eux, abordés au niveau de la section 404. Il existe un recoupement considérable entre ces deux types de contrôles et procédures. Les sociétés doivent se conformer aux dispositions de la section 404 tout en assurant aux cadres certificateurs visés dans la section 302 qu'aucune défaillance n'existe au titre du contrôle interne. Il est indispensable d'évaluer chaque trimestre tout contrôle interne sous-jacent au contrôle d'information et de signaler,

selon une périodicité trimestrielle, tous changements matériels intervenant au niveau de ces contrôles.

Section 409 – Communication rapide

La section 409 oblige les sociétés à rendre publics de façon "rapide et régulière" (communication rapide) tous changements matériels. Cette procédure implique que les systèmes de contrôle internes de la société peuvent faire état, en temps réel, des informations relatives à ses projets et ses opérations. La société doit être en mesure d'évaluer sa situation présente de façon précise et instantanée.

Section 906 – Responsabilité de la société pour les rapports financiers

Cette section lie les déclarations effectuées au titre des sections 302, 404 et 409 aux dispositions du code pénal. Ainsi, la section 906 énumère les pénalités, incluant les peines d'emprisonnement et les amendes qui peuvent s'élever à des millions de dollars, qu'encourent les dirigeants en charge de la certification des rapports financiers en cas de manquements aux dispositions de la loi Sarbanes-Oxley.

Délai de conformité

Les sections 302 et 906 entrent en vigueur immédiatement. Les sociétés doivent satisfaire aux dispositions des sections 404 et 409 dans le rapport annuel de contrôle interne de la direction pour l'exercice clôturé le 15 septembre 2003 ou après, avec indication des conclusions de la direction quant à l'efficacité des contrôles internes de la société. Les commissaires aux comptes indépendants de la société doivent également certifier les conclusions de la direction.

De plus, les rapports de gestion (MD&A) doivent inclure les informations relatives aux arrangements hors-bilan dans les rapports périodiques pour les exercices clôturés le 15 juin 2003 ou ultérieurement.

Logiciel Tenrox : Informations de gestion en temps réel

Comment les cadres de votre entreprise peuvent-ils certifier les informations financières de la société quand les contrôles internes se font avec du support papiers ou à l'aide de feuilles de calcul ou, pire encore, quand l'organisation combine plusieurs logiciels de gestion disparates avec du personnel administratif saisissant manuellement les données ou effectuant des opérations manuelles d'importation et d'exportation entre ces systèmes ?

Les dirigeants d'entreprises ne doivent tout simplement pas dépendre de tels systèmes opérationnels si sujets à l'erreur et qui peuvent ruiner tout une carrière. Dans le pire des cas, ces types d'infrastructures faibles peuvent déboucher sur des activités criminelles, des erreurs, une mauvaise appréciation des choses et/ou sur des actes frauduleux ou interdits non déclarés.

Pour pouvoir dresser rapidement les états financiers de la société ou relever les changements matériels, vos systèmes opérationnels doivent vous permettre de disposer d'informations de gestion en temps réel. Ces informations doivent être collectées en totale conformité avec la réglementation en vigueur, le respect de vos règles de gouvernance et l'observation des dispositions de la loi Sarbanes-Oxley. Le logiciel Tenrox est une solution intégrée de contrôle opérationnel, de conformité et de gouvernance qui s'adapte à votre infrastructure informatique en place. Les solutions facilitent considérablement la conformité en ce sens qu'elles dotent les dirigeants d'outils efficaces de gestion et de vérification de leurs entreprises.

La gestion des processus d'affaires est l'élément clé qui permet d'instaurer la confiance en votre organisation. Une entreprise gérée par les procédures:

- A une visibilité meilleure et immédiate de ses opérations tant au niveau global que détaillé
- Peut corriger plus rapidement ses erreurs
- Intègre des procédures et processus prédéfinis, centralisés, institutionnalisés et automatiquement gérés permettant d'appliquer automatiquement la conformité et la gouvernance
- Supporte des systèmes d'information sécurisés basés sur les rôles et constamment soumis à la vérification
- Réduit considérablement ses frais généraux et d'exploitation

L'automatisation des processus permet aux dirigeants de collaborer en toute sécurité et en temps réel avec toutes les parties prenantes au sein de l'entreprise dont les responsables de la production, les gestionnaires de projets et les directeurs financiers de même qu'elle leur permet de faire rapidement face à toute situation inédite.

Les fonctions suivantes du logiciel Tenrox permettent aux entreprises de veiller à ce que le travail et les dépenses soient en parfaite conformité avec la loi Sarbanes-Oxley:

- Approbation et routage des procédures de travail à l'aide de flux de déroulement graphiques
- Toutes les entrées des utilisateurs sont validées dès le point d'entrée. Les exceptions sont facilement relevées pour faciliter la détection prématurée des situations problématiques
- Rapports détaillés sur tous les projets payables, facturables, financés et capitalisés

- Visibilité et transparence des transactions, projets, budgets, coûts, charges, dépenses et revenus
- Règles paramétrables de paie et de facturation pour valider dès le point d'entrée les feuilles de temps, les rapports de dépenses, les factures (imputations) et les demandes
- Contrôle de politique et communication
- Approbation automatisée et gestion des exceptions des travaux, dépenses et déplacements des employés
- Gestion des documents en fonction des organigrammes fonctionnel et technique
- Piste de vérification qui permet de connaître toutes les opérations effectuées dans le système
- Sécurité et accès aux données selon le profil de sécurité des utilisateurs

Loi Sarbanes-Oxley	Comment le logiciel Tenrox facilite la conformité
Section 302 – Déclaration étendue des cadres certificateurs	Les contrôles internes soumis aux procédures et à la vérification permettent aux cadres certificateurs de signer les rapports financiers de l'entreprise en toute confiance.
Section 404 – Efficacité des contrôles internes	Processus d'affaires centralisés, gérés, vérifiés et institutionnalisés comme la gestion du temps et des dépenses, la facturation et l'imputation, l'approbation des dépenses, la mise en route des projets et le changement de périmètre ainsi que le suivi des procédures de travail sont automatiquement vérifiés pour en connaître la conformité puis validés dès le point d'entrée. Ceci permet de disposer de données vérifiables et de contrôle internes fiables.
Section 409 – Communication rapide	Les informations centralisées et détaillées sur les procédures de travail permettent d'élaborer des rapports et d'analyser en temps réel les activités de l'entreprise. Par conséquent, elle peut rapidement fournir des informations sur sa situation financière ou sur tous changements matériels de façon trimestrielle ou une périodicité qui lui convient.
Section 906 – Responsabilité de la société sur ses rapports financiers	En permettant de rentabiliser les investissements informatiques en place tout en facilitant la conformité aux sections 404 et 409, le logiciel Tenrox aide les cadres certificateurs à présenter en temps opportun leurs rapports, identifier les transactions et pratiques douteuses et éviter, en fin de compte, tous démêlés avec la justice.

En clair, les exigences de conformité sont une raison de plus qui devraient inciter les organisations à informatiser leurs processus d'affaires. Cette automatisation ne manquera pas de leur apporter des avantages non négligeables : plus de revenus prévisibles, une visibilité et une transparence accrues, des projets réalisés dans les délais prescrits, des frais d'exploitation réduits et moins de frais généraux.

Tenrox offre un logiciel unique destiné à répondre aux importants défis que représentent le contrôle opérationnel, le contrôle interne, la communication rapide et la conformité à toutes les dispositions réglementaires dont la loi Sarbanes-Oxley. Nous vous invitons à prendre contact avec nous pour que nous puissions discuter ensemble de la manière dont nous pouvons vous aider à satisfaire les normes mises en place par la loi Sarbanes-Oxley et appliquer la conformité par une rentabilisation de vos infrastructures informatiques existantes.

Pour contacter Tenrox, veuillez appeler le 1.877.4TENROX ou visiter le site http://www.tenrox.com.

Notes